

MESEP

MESSAGERS POUR L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION DES ENFANTS A LA PAIX
(Education civique, promotion des droits humains et Paix)
4 Av. Industrielle Bukavu / RDCongo Tél : (00250) 08563979 E-mail : mesep02@yahoo.fr

APRES LA BATAILLE DE BULONGE :

**LA VIE DANS LES GROUPEMENTS DE MULAMBA ET KANIOLA
EN TERRITOIRE DE WALUNGU**

Juillet 2003

1. BREF APERCU GEO-HISTORIQUE

Bulonge est une localité du groupement de Mulamba en territoire de Walungu. Elle est située à environ 66 Kilomètres à l'ouest de Bukavu sur la route Bukavu – Shabunda. C'est précisément cette localité qui hébergea de 1994 à 1996 le camps des ex forces armées rwandaises et des interahamwe qui venaient de trouver refuge au Congo (Zaire de l'époque) grâce à la bénédiction de l'opération turquoise.

D'autres réfugiés rwandais civiles furent placés alors dans les camps de Cimanga à quelques 15 kilomètres de Bulonge mais dans la même région. A en croire cet historique, on relève que Bulonge est un des milieux les mieux connus des réfugiés rwandais et surtout des combattants Hutu placés aujourd'hui dans les mêmes paniers que les interahamwe.

De 1996 à nos jours, Bulonge a été successivement occupé par l'APR, le mayi-mayi, le RCD, le mayi – mayi, les Mudundu 40, le mayi – mayi, puis le RCD. Jusqu'au mercredi 4/6/2003, Bulonge constituent la position la plus avancée (en direction de Bukavu ?) des mayi – mayi du commandant PADIRI.

Le groupement de Kaniola qui est largement cité dans ce rapport est occupé par le RCD depuis que ce mouvement y a délogé les mudundu 40 en avril 2003 ; il est néanmoins voisin de la collectivité de Nindja qui est sous contrôle des mayi – mayi et qui héberge encore plusieurs réfugiés ou combattants Hutu rwandais.

2. LA BATAILLE DE BULONGE ET SES CONSEQUENCES SUR LA POPULATION

Le mercredi 4/06/2003, les militaires du RCD basés à Burhale ont attaqué les positions des mayi – mayi du commandant PADIRI à Bulonge. Les combats ont duré une journée et les mayi – mayi ont quitté ce lieu, reculant de quelques kilomètres (environ 3 km). Une grande partie du groupement de Mulamba est passé sous contrôle du RCD. Depuis ce jour là, des combats sporadiques opposent ces 2 groupes avec tous ce que cela comporte comme conséquences :

- La population de Bulonge et celle des autres localités de Mulamba comme Ndola et Madaka se sont presque totalement déplacées vers des villages voisins tels Budodo, Muzinzi, Nyamarhege, Chisaza, Mulamba, Tshosho, Kahya, Kalongo, et Mudirhi qui se trouvent eux-mêmes soit sous contrôle du RCD soit sous contrôle des mayi – mayi. Elles y subissent jusqu'à ce jour, toute la rigueur et les privations que l'on connaît.
- L'opinion se rappellera que c'est pendant cette période que devrait avoir lieu le test de fin d'études primaires. Ce test n'a pas pu avoir lieu à Mulamba comme initialement prévu ; et aujourd'hui plus de 150 élèves finalistes de 7 écoles de cette région ne savent pas à quel saint ils vont confier leur sort: Il s'agit de l'EP Bulonge, l'EP Civuno, l'EP Kisungi, l'EP Mulamba, l'EP Mudirhi, l'EP Nyamarhege et l'EP Nyakakoba. Notons que ces élèves avaient déjà versé leur frais de participation à ce test national via leur

direction et que le questionnaire était déjà arrivé au centre de Mulamba mais n'était pas encore ouvert.

- Pendant toute la semaine du 4 au 11 juin 2003, les militaires du RCD ont pillé tous ce qu'ils rencontraient comme bétail sur leur passage. Ceux qui ont côtoyé la route Burhale – Mulamba pendant cette période ont vu des militaires du RCD ramener des files de vaches vers leurs bases qui se trouvaient alors à Mwegerera et Lukumbo en groupement de Burhale et même plus loin à Lwanshoka et Namurhala en groupement de Lubona. Des observateurs avertis ont constaté une baisse sensible des prix de la viande et des vaches sur certains marchés comme Kashunju ; puisqu'en effet les vendeurs étaient des militaires (agissant par commissionnaires interposés) qui offraient les produits de leur pillage à n'importe quel prix. On estime aujourd'hui à plus de 120 le nombre des vaches pillées par les militaires du RCD auprès de la population dans le seul groupement de Mulamba et ses environs. Nous publierons prochainement les noms des personnes qui ont été victimes de ce pillage. Rappelons que le groupement de Mulamba est une région à vocation pastorale et que, mis à part son propre élevage qui était florissant, les éleveurs des groupements voisins (Burhale, Kaniola) y avait caché leurs bétails pour les protéger contre les pillages qui ont suivi les affrontements entre Mudundu 40 et l'ANC du RCD. Monsieur BUHENDWA MUNANA, un éleveur de Mwegerera / Burhale, a été surpris de retrouver ses propres vaches alors cachées à Mulamba dans le lot d'une dizaine d'autres que des militaires du RCD venaient de ramener de ce groupement le 9 juin 2003.
- Ceux qui prennent le risque de rester dans leurs villages sont soumis à l'arbitraire des militaires du RCD qui les traitent par moment comme des alliés ou des complices des mayi – mayi. Ils subissent des tracasseries et des frustrations de toutes sortes allant de la privation de la liberté de déplacement aux travaux forcés, en passant par des rançonnements. Les habitants ont cessé d'être seuls maîtres de leurs champs et leurs biens puisque des militaires peuvent y accéder et se servir quand et comme ils veulent. Le dilemme qui entoure cette situation sera difficilement soluble puisque visiblement les militaires du RCD basés sur cet axe ne sont pas suffisamment approvisionnés en nourriture. Ce qui signifie qu'ils sont implicitement autorisés de se « servir » là où ils sont comme au temps tristement célèbre du défunt Maréchal Mobutu.
- Un autre fait, bizarrement étonnant, est la présence des femmes des militaires du RCD autour de lignes de front. Il n'y a aucun doute que les femmes incitent leurs maris aux pillages puisqu'il faut qu'elles vivent, quand bien même les maris ne sont pas payés. Le RCD peut déjà exploiter cette piste s'il veut que ses militaires en opération cohabitent correctement avec les populations qu'ils trouvent sur le terrain. C'est pour leurs femmes que les militaires ravissent des petits effets de cuisine (casseroles, assiettes, verres, mortiers et pilons) à des pauvres paysans. Cela se passe chaque fois que les militaires sont contraints de passer un temps relativement long dans un

même lieu. C'est ce qui s'est passé à Burhale en avril – mai et aujourd'hui à Mulamba.

- Le Centre de santé de Mulamba a été pillé ; les militaires du RCD ont emporté les médicaments offerts à ce Centre par l'ONG MALTESER. Tout le monde sait à quel danger cela expose la population qui était déjà fragile.
- Aujourd'hui, les écoles se trouvant après Mulamba ne peuvent pas ouvrir leurs portes ; avec ce que cela comporte comme conséquence sur des milliers d'enfants pour lesquels la scolarité et donc l'avenir sont hypothéqués.
- Le Marché de Kankinda, le plus grand pilier de l'économie de la région, ne peut plus fonctionner. Il constitue apparemment l'objectif de chacun de 2 belligérants qui se regardent en face, séparés par la rivière Nshesha.
- La vie des déplacés est très difficile dans leurs villages de refuge. Ils compliquent du coup aussi celle de ceux qui ont été contraints de les accueillir. Les habitants de Burhale par exemple viennent eux-mêmes d'un déplacement ; ils auront beaucoup de peines à accueillir des personnes en difficultés.

3. APRES BULONGE ...

A°) Des violations des droits humains

Il ne sert plus à rien de se demander pourquoi le RCD a attaqué Bulonge au moment où les regards de tous les Congolais sont tournés vers des choses plus sérieuses à Kinshasa. On sait désormais que l'axe Bulonge – Nzibira se trouve parmi les objectifs du RCD dans son programme de « récupérer » toute l'espace supposée être sous son contrôle avant la réunification du Pays.

Pourvu que cela ne cache pas autre chose !

En ouvrant ce front, comme d'autres ailleurs, le RCD est responsable de toutes les violations des droits humains qui ont suivi l'opération et qui continuent à ce jour.

En voici quelques cas :

- **DANS LE GROUPEMENT DE MULAMBA**
 - Monsieur SHOGOGO de Nyamarhege a été tué à Mulamba le 5/6/2003 par des militaires du RCD.
 - Le cadavre d'une personne non autrement identifiée, mais fusillée, a été retrouvé sur la rivière Nshesha le 7/6/2003. La victime venait de Cimanga, zone sous contrôle des mayi – mayi et cela a constitué son seul forfait.
 - Le 12/6/2003 des coups de feu ont retenti sur la majeure partie du groupement de Mulamba de 15 h à 23 heures. Ce même jour 7 femmes et filles auraient été violées par des militaires du RCD. Parmi elles figurent

Madame MULIMBANYA et Madame VINCENT (non autrement identifié) de Mulamba ainsi que Madame MUGIKULU de Nshimbi.

- Un militaire du RCD qui venait de violer une vieille femme (de 58 ans) à Mulamba aurait été sommairement exécuté sur ordre de ses chefs hiérarchique à Mulamba même, dans la 2^{ème} quinzaine du mois de juin 2003. Cette façon d'exécuter sommairement des militaires surpris en flagrant délit devient très fréquente au RCD. On se souvient encore d'Uvira, de Kamituga et tout récemment de Mulambula à Bukavu. De lors l'opinion s'interroge sur l'efficacité de cette méthode peu recommandée par les droits de l'homme puisque l'on se rend compte qu'en agissant ainsi le RCD tue le pécheur sans tuer le péché. Autrement, pourquoi n'en tire-t-on aucune leçon ?

• **DANS LE GROUPEMENT DE KANIOLA**

La population semble désormais résignée à vivre avec des gens qui violent quotidiennement leurs droits. Les habitants de Kaniola subissent d'un côté les abus de militaires du RCD qui sont supposés les protéger et de l'autre ceux des FAC mayi – mayi et leurs alliés interahamwe qui font la loi en face dans la collectivité de Nindja.

- Des plaintes des pillages commis soit par les militaires du RCD, soit par les interahamwe ou d'autres bandits profiteurs fusent de partout. Il est impossible de faire 10 pas dans ce groupement sans entendre une plainte d'une famille récemment pillée par l'un ou l'autre groupe. Le bilan des pertes matérielles ne pourra être établi que si la situation se stabilise un peu. Quant aux responsabilités, elles seront difficiles à établir d'autant plus que, sans nier la responsabilité des interahamwe réellement actif dans la région, nous avons relevé que tous ceux qui veulent commettre des dégâts, qu'il s'agisse des militaires du RCD, déserteurs ou en fonction, qu'il s'agisse des mayi – mayi ou d'autres bandits à mains armées, tous se font passer pour interahamwe. La population sait déjà qu'il existe de vrais et des faux interahamwe, mais elle ne peut les identifier que si elle met la main dessus. Ce qui arrive rarement. Mais les rares fois que cela arrive, on confirme et renforce cette thèse.
- Plusieurs femmes et filles ont été violées dans le groupement de Kaniola. La plupart d'entre elles refusent d'en parler pour des raisons évidentes de sécurité et de pudeur. C'est le cas par exemple de 2 femmes en provenance de Nindja qui ont été arrêtées (puis violées) par 4 militaires du RCD le 13 juin 2003 à côté de la forêt dit Mugaba.
- La famille NTABALA BAZIKANGE (fils de MWEZE CISHAMBO) de Budodo a été visitée par 3 personnes armées qui se sont présentées comme mayi – mayi, le mercredi 18 juin 2003. Après avoir pillé la maison de fond en comble, ils ont torturé le propriétaire à qui ils ont obligé de coucher avec sa sœur (FAIDA), au moment où eux s'occupaient de sa femme, Madame M'MIRINDI CHAYIHABWA. Celle-ci a résisté au viol mais a été très gravement torturée. Aujourd'hui, cette famille se trouve dans un état très déplorable, dépourvu même des moyens d'accéder aux soins, puisque le

centre de santé le plus proche se trouve à Ciruko et que celui qui se trouvait à Budodo est fermé suite aux mêmes événements.

- Dans la localité de Kalongo, 6 personnes ont été arrêtées et détenues au début du mois de juillet par les militaires du RCD pour le motif qu'elles auraient été collaboratrices des mayi – mayi lorsqu'ils occupaient cette contrée. Il s'agit de 3 femmes accusées d'avoir été concubines des mayi – mayi et de 3 hommes, dont M. RWIHIMBA, chef de localité de Kalongo, arrêté pour avoir seulement tenté d'intervenir en faveur d'une des femmes. Ces personnes ont été libérées moyennant paiement d'une amende de 70 \$US chacune, excepté le chef de localité qui a payé 50 \$US et à qui il a été signifié qu'il reste désormais en résidence surveillée.
- M. MUSHABULA (de la famille MUHYAHYA) de Ciruko en groupement de Walungu a été tué par des hommes armés le vendredi 4/7/2003. Deux des assaillants ont été identifiés : Il s'agit d'un surnommé « Patron » fils de BANYWESIZE de Ciruko et d'un nommé SAFARI KAFARA fils de GERARD de Kaji. Seul « Patron » a été attrapé par la population et remis aux autorités militaires du RCD basées à Walungu centre le même jour. Il est toujours détenu par les mêmes autorités. La population de Ciruko réclame que justice soit faite pour décourager des tels actes de vandalisme.
- Dans ce même village, le mardi 8/7/2003, Monsieur BAGANDA MURHEBUZI Mathias a été tué par balle par des hommes en uniforme non autrement identifié.
- Toujours dans cette localité de Ciruko, des actes de pillages venaient d'être perpétrés dans plusieurs familles quelques jours auparavant. Parmi les victimes figurent :
M. NABARHIMBA dit NANTO'S , M. BAGISHA METHODE, M. PIERRE CINESHA et son Père, M. SEBAT RUHAMYA, M. MAURICE NACIMBA, M. NABARHIMA SHABADEUX dit « SOBEKA » et M. MUHIGIRWA.
- La localité de Budodo est théoriquement contrôlée par l'armée du RCD, mais la population s'étonne de constater que les mayi – mayi, les interahamwe ou ceux qui se font passer pour tels y agissent en toute impunité.

B°) Des menaces sur la sécurité

A la suite des violences générées par la guerre, une méfiance s'est installée entre des groupes et même des individus. Une peur de « l'autre » plane partout. L'économie rurale basée essentiellement sur l'agriculture est paralysée (dans certains milieux, les champs sont désertés). Les échanges vitaux entre certaines campagnes deviennent très risqués.

Tenez par exemples :

- la barrière placée à Mubondwe/ Burhale par les militaires du RCD coupe Burhale de Mulamba et vice – versa.

- La population, restée à Mulamba et ses environs, sous contrôle du RCD, ignore tout sur ce qui se passe de l'autre côté de la rivière Nshesha, sous contrôle de Mayi – Mayi. Pourtant Nzibira, Cyaminyago, Luntukulu ... étaient des passages obligés pour des jeunes de Burhale, Mulamba et d'ailleurs qui allaient se débrouiller dans le Burega (Mwenga et Shabunda).
- Le groupement de Kaniola (Ngweshe) s'approvisionnait jadis dans la collectivité voisine de Ninja. Aujourd'hui ces 2 contrées se regardent sans se côtoyer comme deux républiques voisines mais ennemies.
- Des habitants d'un même groupement sont séparés par des barrières à certains endroits. C'est le cas aujourd'hui à Muhungu dans Kaniola et à Kalongo (Nyabizinge) entre Kaniola et Mulamba. Si la population avait encore un mot à dire aux seigneurs de guerres, responsables des groupes armés, elle demanderait que ces derniers construisent des ponts pour relier les hommes au lieu d'ériger des barrières qui les séparent.

C°) Situation humanitaire

Dans les groupements de Mulamba et Kaniola en particulier, comme dans tout le territoire de Walungu en général, la situation humanitaire est catastrophique. La population paye les frais d'une guerre (ou des batailles) qu'elle n'a jamais demandé. Les faits suivants devraient attirer toute attention :

1. Chaque bataille occasionne des nouveaux déplacements des populations avec tout ce que cela comporte comme malheur.
2. Le sol de cette partie du Bushi était déjà improductif; à cela, s'ajoute les pillages et le fait que la population ne cultive pas suite à la guerre. Il n'est pas difficile de s'imaginer les conséquences surtout sur des personnes vulnérables comme les femmes et les enfants : Le Kwashiorkor a refait surface !
3. Aucun centre nutritionnel n'est fonctionnel. Plusieurs centres de santé sont fermés et d'autres administrent des soins « minimums » grâce à un appui de l'ONG MALTESER.
4. Aucune école n'est fonctionnelle au – déla de Mulamba. L'avenir des milliers d'enfants est donc hypothéqué.
5. Même avant la crise actuelle, la praticabilité des routes laissait déjà à désirer. Ajoutez-y aussi les barrières de toutes sortes érigées par les combattants. La communication avec les régions voisines, y compris la ville de Bukavu, était déjà un problème!

Bref à Walungu comme dans d'autres milieux du Sud-Kivu , la paix conditionnera la vie et vice versa.

D°) Impact sur les relations intercommunautaires

La crise actuelle entre le RCD et les Mayi-Mayi joue sur les relations intercommunautaires et favorise la créativité de ceux qui voudraient réveiller les vieux démons de la division qui existaient entre les communautés.

- Il n'y a pas longtemps, le phénomène Mudundu 40 a failli diviser les Bashi. Tout le monde sait que la plaie n'est pas encore cicatrisée. A qui cela pouvait-il profiter ?
- Nous savons aujourd'hui que certains « notables » Bashi et Barega ne sont pas contents de la majorité numérique et surtout de l'influence des Batembo au sein des Mayi-Mayi du général Padiri, pourtant désormais bien implantés dans le Bushi et le Burega. Aujourd'hui, il y a des gens de ces deux communautés qui confondent sciemment les combattants Mayi-Mayi aux interahamwe et qui mettent presque automatiquement les exactions qu'ils commettent sur le dos des Batembo. Ce clivage très dangereux doit être découragé à temps avant qu'il ne dégénère. Tenez par exemple : Ce dimanche 6 / 7 / 2003, 3 Mayi-Mayi, envoyés par Odilon pour récupérer des armes cachées à Mushinga, ont été livrés aux militaires du RCD par les habitants de ce village au simple motif qu'ils étaient Batembo. Ils auraient été exécutés à Mubumbano.
- La présence des personnes de Nindja parmi les éclaireurs des interahamwe crée une grande suspicion entre les habitants de Kaniola (Ngweshe) et ceux de cette collectivité voisine. MESEP croit que chaque communauté (ou tribu) a ses brebis galeuses et que des considérations d'ordre tribales ou ethniques ne devraient plus dicter nos réflexes et moins encore nos actions.

E) Impact sur le DDRRR

La MONUC et tous ceux qui sont intéressés par l'opération DDRRR savent qu'il y avait des combattants hutus rwandais autour de Bulonge avant les derniers événements. Aujourd'hui nous savons que ces combattants et leurs dépendants ne sont plus très accessibles et qu'une méfiance caractérise désormais leur relation avec la MONUC. L'opération du RCD à Bulonge a donc retardé, si pas compliqué, le processus de rapatriement des hutus rwandais dans leur pays d'origine. Pourtant le Rwanda, à travers le RCD, place toujours – ironie du sort – la question des combattants Hutu rwandais parmi ses préoccupations officielles. La population aurait souhaité plus d'explication sur ce contraste afin qu'elle n'en arrive à croire qu'il existe une autre préoccupation (officieuse mais plus sérieuse).

La MONUC, quant à elle, doit reconnaître qu'à ce jour l'opération DDRRR qu'elle conduit n'a pas encore satisfait aux attentes que la population avait de ce vaste programme.

Tout semble à recommencer vu le nombre des Hutu rwandais qui sont encore au Congo. La MONUC en a le moyen, mais la stratégie qu'elle a utilisée jusqu'aujourd'hui s'avère sans grand succès. Nous savons qu'il y a aujourd'hui des combattants qui n'ont jamais entendu parlé de DDRRR, ni de la MONUC et qui ont des idées encore figées sur ce qui les attend dans leur pays.

La radio OKAPI, qui diffuse l'émission « GUTAHUKA » n'est pas suivie là où se trouvent ceux qui en ont besoin, à savoir les combattants.

Un travail important reste à faire au niveau local. Il s'agira d'une sensibilisation plus orientée vers les combattants et les communautés qui les hébergent.

A ce niveau, la collaboration et l'implication des ONG locales à assises communautaires pourrait palier à la crise de confiance qui s'observe actuellement entre la MONUC et la population qui, elle, n'attend qu'une chose : **voir tous les Hutu rapatriés chez eux au Rwanda, et ainsi donner la chance à la paix au Congo.**

4. QUID DE LA PRESENCE DE L'APR

Des rumeurs de plus en plus persistantes continuent à faire état de la présence des éléments de l'APR parmi les militaires du RCD en opération à Walungu. Nous ne pouvons pas confirmer ces allégations ni les réfuter.

Nous confirmons néanmoins, la présence de plus en plus croissante des rwandophones parmi des militaires en opération à Mulamba ; mais comme nous avons eu à le dire dans nos rapports précédents, seul l'expression ne représente pas une preuve tangible dans ce cas.

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'asbl MESEP est très préoccupée par la situation qui prévaut dans le Bushi en général et le territoire de Walungu en particulier depuis le déclenchement des hostilités entre le RCD et les différentes factions mayi – mayi actives dans la région.

L'organisation MESEP s'inquiète du sort de la population de cette contrée qui est soumise à des graves privations et qui subit des violations massives de ses droits par toutes les parties en conflit.

MESEP demande par conséquent aux uns et aux autres de faire tout ce qui est en leur pouvoir afin de réduire les souffrances qu'ils font subir à des populations innocentes.

MESEP lance un vibrant appel à tous ceux qui se battent encore pour qu'ils cessent d'être distraits au moment où tous les regards sont tournés vers des choses plus sérieuses à Kinshasa.

MESEP salue les avancées actuelles du processus de paix au niveau national, mais recommande à tous les acteurs impliqués dans ce processus de prendre en compte les « petits » conflits qui s'observent par-ci par-là dans des villages afin d'éviter de bâtir une pyramide sans base.

La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour résoudre le problème des interahamwe et d'autres réfugiés Rwandais qui devient un casse-tête dans la région. A ce sujet, MESEP recommande à la MONUC de collaborer étroitement avec les ONG locales à assises communautaires dans son programme DDRRR pour plus d'efficacité dans la sensibilisation des combattants Rwandais.

L'organisation MESEP prie instamment les organisations humanitaires oeuvrant au Sud-Kivu d'orienter dans la mesure du possible leurs actions vers la collectivité chefferie de Ngweshe où des vies humaines sont menacées par la faim, les maladies et d'autres fléaux que la solidarité peut déjouer. N'attendons pas qu'il soit trop tard !

MESEP invite aussi les mutuelles et les organisations à la base d'œuvrer pour la connectivité entre communautés afin de bloquer la voie aux manipulations politiciennes qui tentent de profiter du conflit actuel pour diviser la population.

Bukavu, le 11 juillet 2003.

MESEP

N.B. : Au moment où nous publions ce rapport, on signale la reprise et l'intensification des hostilités entre le RCD et les Mayi-Mayi sur le tronçon Bulonge – Nzibira.